

Le 5 octobre

Faisons entendre l'urgence sociale !



Crise sanitaire ou non...

La situation de millions d'entre nous se dégrade. Elle n'est pas **QUE** le fait de la crise sanitaire et de ses conséquences sociales. Les enjeux de la lutte contre le virus qui a fait irruption dans nos vies il y a bientôt deux ans ne peuvent et ne doivent pas nous faire oublier les plans d'un gouvernement qui détruit méthodiquement les instruments de la solidarité et de notre vivre ensemble.

L'INSEE l'a écrit dans son rapport annuel pour 2020, **la crise sanitaire a creusé les inégalités : 715 000 emplois ont disparus au premier semestre 2020**, essentiellement précaires, singulièrement dans l'intérim. Le chômage partiel a principalement touché les ouvriers (54 %) et les employés (36 %). Dans ce contexte, l'INSEE attire l'attention sur un fort risque de pauvreté pour les enfants issus de familles où les parents n'ont pas d'emploi.

... le gouvernement poursuit sa politique de casse de nos biens communs !

Il n'empêche, le gouvernement en rajoute et met en œuvre au 1er octobre 2021 SA « **réforme** » de l'allocation chômage. Les nouveaux modes de calcul vont réduire les droits et les revenus de centaines de milliers de privé.e.s d'emplois. **Vous avez dit social ? Compassion ? Humanité ?**

La crise sanitaire s'est également traduite pour l'année 2020 par un recul de l'espérance de vie et c'est désormais le débat sur le recul de l'âge de départ à la retraite qui est relancé par l'exécutif. Celles et ceux qui auront subi les affres du chômage ou d'une précarité professionnelle sont promis à une retraite

dans la pauvreté. **Vous avez dit social ? Compassion ? Humanité ?**

« **En même temps** », le tarif réglementé du gaz va augmenter de près de 10 %... et ce, « **quoi qu'il en coûte** » aux plus démunies et aux victimes de plus en plus nombreuses des politiques gouvernementales. Alors que le CAC 40, en grande forme, connaît son meilleur premier semestre depuis 1998 avec une hausse supérieure à 17 %, l'insécurité sociale grandit rendant captif le plus grand nombre des décisions d'un gouvernement qui les ignore.

Dans la Fonction Publique...

Ces orientations, qui touchent également nos proches, se traduisent dans notre quotidien de fonctionnaire et d'agent.e des Finances. Quand l'État recule, quand le gouvernement fait le choix politique de laisser la main au secteur privé, quand le choix de gestion de la crise sanitaire au final cède aux intérêts financiers, d'évidence le rôle et la place des missions publiques de contrôle de l'économie et de la Finance, de redistribution de la richesse par l'impôt et le financement des services publics, sont contestées, rabougries, remises fondamentalement en cause.

Dans ce cadre, le gel du point d'indice depuis 2010, l'absence de revalorisation des grilles indiciaires, la limitation des possibilités de promotions témoignent bien de l'absence de considération et de reconnaissance pour celles et ceux qui exercent ces missions.

Lors de son récent déplacement à Marseille, E. Macron a annoncé des mesures d'expérimentations visant ni plus ni moins à libéraliser davantage les services publics. Il a également ciblé le droit de grève et l'absentéisme, les arrêts maladies à répétition étant pourtant les symptômes de conditions de travail dégradées. Le libéralisme s'allie de nouveau à l'autoritarisme pour imposer des choix qui ignorent le bien commun en privilégiant les profits de quelques-un.e.s, sabotant et sabordant les services publics. **Alors que la pandémie n'est pas finie, l'hôpital public n'est pas épargné, la fermeture de lits se poursuit.**

... aux Finances, nous sommes également et directement concerné.es !

Après la décision de se débarrasser de la gestion d'une partie des résidences du parc Epaf, l'administration poursuit son activité de fossoyeuse de l'action sociale en choisissant de « régionaliser son réseau », en l'éloignant un peu plus encore de la gestion directe et locale et du contact humain...

Cet élément humain disparaît de plus en plus avec la mise en place des lignes directrices de gestion et le délitement des CAP, rendant les personnels de plus en plus isolés et vulnérables face à la hiérarchie.

De nouvelles restructurations vont percuter **la Douane**, avec le transfert de missions vers la DGFIP début 2022. D'autres viendront encore en 2023 et 2024. La question de ce qu'est la Douane, ou plutôt de ce qu'il va en rester, va se poser avec encore plus d'acuité. S'il y a une incertitude sur les missions et leur périmètre à moyen terme, cette grande période d'instabilité va toucher le maillage territorial et par ricochet, les agent.e.s.

Si la **DGCCRF** conservera en 2022 ses effectifs à l'identique, elle continuera cependant à subir les conséquences d'une interministérialité qui soumet les services déconcentrés au bon plaisir des préfets tandis que le service commun des laboratoires voit ses moyens encore rognés et est toujours sous la menace de la fermeture d'au moins un laboratoire.

Alors que les enquêtrices de l'**INSEE** effectuaient auparavant leurs enquêtes « de proximité » en allant à la rencontre de la population, la crise sanitaire a conduit l'Institut à instaurer des enquêtes téléphoniques, modifiant en profondeur leur statut et faisant évoluer leur métier vers celui de simple opératrice.

Concernant l'**administration centrale**, le ministère planche sur le projet « ambition Bercy » qui consisterait à réorganiser les services de Bercy, toujours

avec l'objectif obsédant de réduire les effectifs et cela en contournant les organisations syndicales représentatives au niveau ministériel.

A la **DGFIP**, les agent.e.s contribuent largement par leurs missions au soutien de l'économie et au « *quoi qu'il en coûte* » de notre « cher » Président, en assurant le soutien aux personnes les plus précieuses (bons de secours distribués par les collectivités locales), le contrôle et le paiement des commandes portant sur le matériel médical, les masques, les gels hydroalcooliques, le paiement des salaires des fonctionnaires. « *En même temps* », les réformes se poursuivent avec la mise en place du « *Nouveau Réseau de Proximité* ». Fusions, concentrations de services, créations de services nationaux en soutien à ces mêmes services fusionnés, dématérialisation et taylorisation des missions se sont accrues. La proximité affichée s'avère un

éloignement des services avec toutes les conséquences que subissent et vont subir tous les contribuables.

Au-delà des difficultés d'approvisionnement en masques respiratoires, de protection individuelle des personnels soignants, de production de gel hydroalcoolique, de respirateurs, la crise sanitaire illustre les conséquences de la désindustrialisation et de la mondialisation à tous crins et notre dépendance, en médicaments, en pièces et composants électroniques menaçant parfois la sécurité des installations industrielles, contrôlés par des agent.e.s Finances, et susceptibles d'être polluantes et/ou présentant des risques majeurs.



La crise sanitaire ne doit pas nous faire oublier son volet social et le renforcement des inégalités qui creuse les fractures sociales. Le gouvernement s'inscrit dans une gestion capitaliste de la crise sanitaire, c'est-à-dire qu'il veille d'abord et avant tout à préserver les intérêts des actionnaires des grands groupes industriels et financiers. Ce qui fait société, notre vivre ensemble et les instruments de solidarité et de redistribution ne l'intéressent pas. Pire ils le gênent, ils gênent les intérêts qu'il défend. Le monde d'après ressemble malheureusement au monde d'avant mais en pire ! La crise n'a pas servi de leçon, bien au contraire !

Le 5 octobre,
faisons savoir par notre mobilisation,
en grève, en manifestation,
que nous ne sommes pas dupes
des discours gouvernementaux !
DERRIÈRE LES ENJEUX
DE LA CRISE SANITAIRE,
RAPPELONS NOS EXIGENCES POUR UNE
SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE !
POUR NOS MISSIONS
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL,
SOYONS DANS LA RUE
POUR REVENDIQUER
D'AUTRES LENDEMAINS !

